

# STUART EIZENSTAT

Associé, Covington & Burling LLP

## Thomas GOMART

J'aimerais maintenant passer à M. Eizenstat avant de donner la parole à M. Johnston. M. Eizenstat a une très grande expérience administrative, car il était secrétaire adjoint au Trésor auprès de l'administration Clinton. La parole est à vous.

## Stuart EIZENSTAT

Je vous parle à un moment où les États-Unis traversent une période difficile, dans laquelle règne un climat d'intolérance et même de peur plus inquiétant que tout ce que l'on a connu récemment, et qui se trouve accentué par l'attaque la plus meurtrière contre la communauté juive de l'histoire des États-Unis perpétrée ce week-end, avec 11 personnes tuées dans une synagogue, en plus d'une recrudescence des crimes de haine contre toutes les minorités au cours de ces dernières années.

Je pense, fondamentalement, que le président Trump est, pour le meilleur ou pour le pire, un président véritablement transformateur de neuf manières. D'abord, il a transformé le parti républicain, conduisant un parti engagé pour le libre-échange et l'internationalisme, en un parti protectionniste anti-immigrés, centré sur les États-Unis, et populiste. Il insuffle à sa base, essentiellement composée d'Américains blancs, la crainte d'une immigration hispanique incontrôlable et de ce qu'il appelle des accords commerciaux injustes, et a obtenu le soutien, lors du dernier sondage, de près de 90 % des électeurs républicains.

Deuxièmement, il a transformé la politique américaine plus largement, divisant à un niveau record dans l'histoire américaine récente un public déjà polarisé bien avant son élection. Le milieu modéré de la politique américaine s'est effondré et la volonté des républicains et des démocrates du Congrès de trouver des zones de compromis est quasi inexistante, ce qui est pourtant essentiel pour la gouvernance de notre pays. Le président Trump a attisé ces différences jusqu'à un point extrême, qualifiant les démocrates de pervers et déclarant qu'ils favorisaient la loi de la foule.

À l'approche des prochaines élections législatives à mi-mandat, qui auront lieu dans les prochaines semaines, sa politique sera mise à l'épreuve. Son électorat est extrêmement fidèle, mais son taux d'approbation n'est que d'environ 40 %, ce qui est faible par rapport aux normes historiques des présidents à ce stade. Cependant, à l'approche de ces élections, plusieurs facteurs ont récemment dynamisé sa base électorale, et ce qui aurait pu ressembler à une soif vague bleue de ressentiment démocratique contre Trump et les républicains a été neutralisé à cause de ces évolutions. Je suis d'avis que, dans une situation très instable, les républicains obtiendront peut-être deux sièges au Sénat à ajouter à leur faible majorité, mais les démocrates gagneront de peu la Chambre des représentants, ce qui aura un impact majeur sur les deux dernières années de l'administration Trump.

Troisièmement, le président a également transformé la politique mondiale en jouant habilement la carte anti-immigrés, nationaliste et populiste aux États-Unis, permettant ainsi de catalyser et de valider des mouvements similaires du Brésil à l'Italie, de la Hongrie à la Pologne en passant par l'Allemagne et la Suède, mouvements qu'il approuve et soutient. Une grande partie de ces mouvements populistes sont liés par la peur vis-à-vis des immigrants et le refus de l'immigration.

Quatrièmement, il a également transformé de manière sans précédent les relations de la présidence américaine avec des institutions américaines clés jusque-là considérées comme sacro-saintes et protégées contre les pressions politiques et attitudes partisans - le ministère de la Justice, dont il fustige régulièrement le procureur général, le FBI, le procureur spécial Robert Mueller, la presse et, plus récemment, la Federal Reserve Bank et son nouveau président, Jerome Powell. Il accuse la Fed d'être folle et « incontrôlable » face à la récente hausse de son taux d'intérêt, et exprime sa vive déception d'avoir nommé Powell.

Cinquièmement, M. Trump s'est retiré de l'accord commercial du Partenariat transpacifique, de l'ALENA et de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, rompant ainsi la tradition selon laquelle les présidents respectent, même s'ils sont en désaccord, les accords internationaux conclus par leurs prédécesseurs. J'ajouterai que j'ai négocié les accords de Kyoto sur les changements climatiques dans l'administration Clinton en tant que négociateur en chef aux États-Unis. Trump s'est retiré de l'accord nucléaire (PAGC) avec l'Iran, du traité de maîtrise des armements nucléaires intermédiaires avec la Russie, et ce, seulement au cours de la première moitié de son premier mandat.

Sixièmement, il transforme les relations des États-Unis avec nos principaux alliés européens, remettant en question la valeur de l'OTAN et son engagement de défense mutuelle au titre de l'article 5, affirmant que l'UE a été créée pour désavantager les États-Unis sur le plan commercial et est son ennemi pour les questions commerciales.

Septièmement, il transforme la politique américaine au Moyen-Orient, qui a toujours soutenu, à juste titre, la sécurité d'Israël, mais qui a également essayé de l'équilibrer en gagnant la confiance des Palestiniens. Cela a été transformé en une politique dans laquelle les fonds des États-Unis destinés à l'Autorité palestinienne viennent d'être coupés. Il a, à son crédit, noué des relations plus étroites avec les États sunnites de la région contre l'Iran.

Huitièmement, il a transformé des décennies de politique commerciale américaine bipartite, manifestant une profonde méfiance vis-à-vis des accords commerciaux multilatéraux, et cherchant plutôt des actions unilatérales pour parvenir à des accords bilatéraux ou régionaux qui, a-t-il affirmé, sont essentiels à notre sécurité nationale. Pour parler franchement, il a obtenu un succès considérable en utilisant le pouvoir brutal de l'économie américaine d'une manière peu utilisée auparavant, par le biais de mesures tarifaires unilatérales, pour plier ces pays à sa volonté. Il estime que les déficits commerciaux des États-Unis avec ces pays montrent que les États-Unis ont été « trompés » ou « dupés » par des accords commerciaux inéquitables plutôt que par les forces du marché et sur cette base, il a conclu un nouvel accord avec la Corée du Sud et un accord post-ALENA plus intéressant pour les États-Unis.

Neuvième et dernier point, enhardi par son succès à matraquer les autres pays, il transforme nos relations avec la Chine de manière à façonner profondément le 21<sup>ème</sup> siècle. Cette confrontation est plus qu'un simple différend commercial : c'est un affrontement entre une puissance mondiale montante et une puissance établie. Trump estime que la montée de la Chine constitue une menace directe pour la sécurité nationale des États-Unis, tout comme le président chinois Xi estime que les États-Unis cherchent à bloquer son ascension en tant que puissance mondiale. En effet, la stratégie *Made in China 2025* de Xi est la version chinoise de l'*America First* de Trump, conçue explicitement pour permettre à la Chine de dominer dans les nouvelles technologies 5G.

Il existe un large consensus bipartisan aux États-Unis, et peut-être aussi en Europe et au Japon, selon lequel la Chine s'est engagée et s'engage massivement dans des pratiques de commerce et d'investissement inéquitables aux dépens des entreprises occidentales et japonaises. La question est la meilleure façon de les confronter. Trump pense pouvoir gagner une guerre commerciale avec la Chine, car la Chine dégage un excédent commercial très important de ses échanges avec les États-Unis et que notre économie est particulièrement forte alors que leur économie ralentit. Il a imposé trois séries de droits de douane sur des produits chinois à hauteur de 250 milliards de dollars. Ces droits de douane passeront de 10 à 25 % le 1er janvier, à moins qu'un accord commercial ne soit conclu.

En outre, il a promulgué de nouvelles règles sur les investissements qui entreront en vigueur le 10 novembre et entraîneront un examen beaucoup plus rigoureux de tous les investissements étrangers, en particulier mais pas exclusivement chinois, dans 27 industries qu'il considère importantes pour la sécurité nationale des États-Unis.

Cependant, je pense que, étant donné que de plus en plus d'industries américaines se plaignent des conséquences négatives de ces droits de douane sur les produits chinois, alors que les consommateurs commencent à ressentir les prix plus élevés qu'ils impliquent et que les marchés boursiers indiquent que les guerres commerciales ont un impact négatif, l'administration Trump va chercher un accord et je pense qu'il y en aura un avant la fin de l'année. Il impliquera plus d'achats de produits américains par les Chinois au-delà des 70 milliards de dollars promis au printemps, avec de modestes changements dans la propriété intellectuelle de la Chine et ses pratiques forcées en matière de *joint-venture* et de transfert de technologie, avec un engagement à négocier les éléments systémiques des pratiques de la Chine et le Président appellera cela le meilleur accord commercial de l'histoire de l'Amérique.

Que cet accord soit ou non bien accueilli, le gouvernement Trump est beaucoup plus préoccupé par la Chine en tant que menace géopolitique et stratégique, par exemple du fait de son intervention agressive dans la mer de Chine méridionale. Cette situation ne peut pas être résolue facilement et nous vivons donc une période tumultueuse dans les relations entre les deux grands pays du 21<sup>ème</sup> siècle. Je tiens à remercier Thierry et Mostafa Terrab de m'avoir permis de partager mon point de vue.

**Thomas GOMART**

Je vous remercie.